

*Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement*

Conseil d'administration

Séance du 29 juin 2021

Délibération n°5.3

Le 29 juin 2021, le Conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Laure Coudret-Laut, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 32

Nombre de présents : 15

Membres représentés (procuration) : 14

Quorum : 16

Point 5 – Formation et Recherche

Délibération 5.3 – Critères généraux d'exonération des droits d'inscription au titre de l'année universitaire 2021/2022

Exposé des motifs :

En application des dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2020 fixant le montant des droits de scolarité dans les établissements d'enseignement supérieur agricole publics pour l'année universitaire 2020-2021 prévoit que « les étudiants peuvent être exonérés de tout ou partie du paiement de ces droits dans les conditions prévues à l'article R.719-50 du code de l'éducation. Les décisions d'exonération sont prises par le directeur de l'établissement, en application de critères fixés par le conseil d'administration et dans la limite des 10 % des étudiants inscrits [...] », les critères d'exonération fixée l'an dernier par la délibération ... doivent être actualisés. Pour les articles, R719-49 R.719-50 et R719 -50- 1 du code de l'éducation, modifié par le **décret n° 2019-344 du 19 avril 2019**, Définissent les étudiants pouvant bénéficier d'une exonération ainsi que ceux rentant dans le périmètre d'application du plafond des 10 % d'étudiants pouvant bénéficier d'une exonération.

Dans ses conditions, il appartient au Conseil d'administration de fixer les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par l'établissement au bénéfice des étudiants, dans la limite des 10 % des étudiants inscrits et de les actualiser en tant que de besoin. ;

Cette délibération reprend un grand nombre de critères déterminés par la délibération adoptée l'an dernier, et tient également compte de situations nouvelles ou de nouveaux dispositifs. Ainsi, au cours de cette année universitaire et compte tenu du contexte sanitaire certains stages n'ont pas pu se réaliser avant la fin de l'année universitaire et devront pour certains d'entre eux, être effectués sur l'année universitaire suivante ; de la même manière cette crise a eu un impact sur le déroulement des travaux des doctorants en fin de thèse et nécessitent la poursuite de ces derniers sur l'année universitaire suivante. Par ailleurs, pour certains étudiants leurs situations personnelles ou familiales nécessitent une prolongation de leur cursus et que cette prolongation peut mettre en difficulté financière les étudiants non boursiers.

Il convient également de tenir compte du protocole d'accord entre Agreenium et le China Scholarship council en date du 11 juin 2019 pour une durée de 5 ans a pour objectif de développer les collaborations dans le domaine de la recherche entre les établissements membres Agreenium et les organismes de recherche ou les universités chinoises. L'article 5 de ce protocole d'accord stipule : Pour les étudiants sélectionnés (par le dispositif de bourse China Scholarship Council), les membres d'Agreenium prennent en charge leur frais d'inscription, leurs frais de scolarité, et les frais de recherche. Les membres d'Agreenium donneront la priorité aux étudiants pour leur logement, et faciliteront leurs formalités bancaires et de visa. En complément les membres d'Agreenium mettront à disposition des doctorants sélectionnés des cours gratuits de langue française.

Toutes ces raisons justifient, que le conseil d'administration prenne une nouvelle délibération pour fixer ces critères généraux sur l'ensemble de l'Institut. Il est donc proposé au Conseil d'administration de se prononcer sur les critères généraux d'exonération des droits d'inscription.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents ou représentés

*Vu le code de l'éducation et notamment ses articles R.719-49, R.719-50 et R.719-50-1 ;
Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment son article R.812-24 ;
Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et notamment son article 9 ;
Vu l'arrêté du 27 juillet 2020 fixant le montant des droits de scolarité dans les établissements d'enseignement supérieur agricole publics pour l'année universitaire 2020-2021
Vu l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.*

Le Conseil d'administration provisoire de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 29 juin 2021, approuve les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription, afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par l'établissement, suivants :

Article 1 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes, les étudiants bénéficiant du statut de réfugiés ou de la protection subsidiaire ou dont le père, la mère ou le tuteur légal bénéficie de ce statut ou de cette protection sur décision du directeur général.

Article 2 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leur demande, les étudiants ayant la qualité de travailleur privé d'emploi sur décision du directeur général.

Article 3 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leur demande, les étudiants boursiers du gouvernement français dont boursiers Eiffel.

Article 4 : Peuvent être exonérés partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes, les étudiants en mobilités internationales en double diplôme avec des partenaires internationaux nécessitant un allongement de la durée des études en raison de leurs situations personnelles particulières au sens de l'article R.719-50 du code de l'éducation et sur décision du directeur général ;

Article 5 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription pour les années de prolongation de leur cursus, sur leur demande et sur décision du directeur, les étudiants nécessitant une adaptation de la durée de leur formation : étudiants en situation de handicap, étudiants ayant une raison médicale avérée, étudiants artistes ou sportifs de haut niveau, étudiant attestant du statut d'étudiant entrepreneur, les étudiants chargés de famille.

Article 6 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement des droits d'inscription et des frais de formation, sur leurs demandes, les étudiants qui doivent se réinscrire en dernière année en vue de réaliser un stage de fin d'études qui n'a pu être réalisé durant l'année universitaire 2020-2021 en raison de la crise sanitaire

Article 7 : Peuvent être exonérés de leurs droits d'inscription pour leur quatrième année de doctorat, sur leur demande, les doctorants dont les travaux ont été impactés par la crise sanitaire pendant l'année 2020-2021.

Article 8 : Afin de renforcer l'attractivité des masters de l'Institut Agro à l'international, peuvent être exonérés partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes et en fonction de leur situation, les étudiants extracommunautaires inscrits en première année de master et deuxième année de master et à la préparation d'un diplôme national d'œnologie (1^{ère} et 2^{ème} année) sur décision du directeur. L'exonération ramène les droits d'inscription à hauteur des droits acquittés par les étudiants nationaux et communautaires.

Article 9 : Peuvent être exonérés partiellement ou totalement de leurs droits d'inscription et/ou de leurs frais pédagogiques tel que prévu dans la convention de partenariat avec un établissement étranger, les étudiants en double diplôme ingénieur ou master pour une ou plusieurs années de leur cursus sur décision du directeur général.

Article 10 : Peuvent être exonérés totalement les étudiants bénéficiaires d'une aide spécifique annuelle du ministère en charge de l'agriculture.

Article 11 : En application du protocole d'accord entre Agreenium et le China Scholarship council en date du 11 juin 2019 pour une durée de 5 ans, les doctorants sélectionnés par ce programme sont exonérés des droits d'inscription en doctorat pour les années universitaires concernées par leur présence au sein d'un établissement membre d'Agreenium

Article 12 : Les décisions d'exonérations partielles et totales ne pourront dépassées le seuil de 10% des étudiants inscrits dans l'établissement à l'exception des cas mentionnés aux articles R.719-49 et R.719-50-1 du code de l'éducation non soumis à cette disposition.

Article 13 : La directrice générale rend compte chaque année au conseil d'administration des exonérations accordées.

Fait à Paris, le 29 juin 2021

La Vice-Présidente du Conseil d'administration
Laure Coudret-Laut

Signature L.Coudret-Laut